

Comité Borrel - synthèse de l'action accomplie depuis la création du comité (octobre 2013)

11 avril 2006 :

- . assemblée constituante

19 mai 2006 :

- . élection du bureau et mise en place du site internet

30 juin 2006 :

- . des traces d'ADN sont retrouvées sur le short de Bernard Borrel
- . soutien financier au déplacement à Paris de témoins djiboutiens résidant à Bruxelles

15 septembre 2006 :

- . une quarantaine d'adhésions accompagnées de dons
- . mandat d'arrêt international à l'encontre du procureur de Djibouti Djama Souleiman et du directeur des services secrets Hassad Saïd
- . promotion de l'Ecole Nationale de la Magistrature prenant le nom de Bernard Borrel
- . sortie du livre de madame Borrel annoncée en octobre 2006

14 octobre 2006 :

- . réunion publique organisée par le comité (150 personnes environ) ; importante couverture de l'événement par la presse écrite, radiophonique et télévisuelle
- . 38 nouvelles adhésions à cette occasion, le total étant porté à 106

18 décembre 2006 :

- . soirée-débat à Caen avec l'association Démosthène : « un citoyen confronté à la raison d'Etat : quelle place pour la justice ? » ; faible assistance, grande qualité des débats et bons relais dans la presse

16 mars 2007 :

- . première fois qu'est avancée l'idée de donner le nom de Bernard Borrel à un lieu public de Lisieux
- . plus de 140 adhérents
- . notre site internet reçoit des messages spontanés de personnes ayant l'intention d'apporter leur témoignage (ex : Sia Z, ancien militaire en poste à Djibouti, autres...)

juin 2007 :

- . une perquisition n'a pu être réalisée à l'Elysée
- . alerté par Bernard Nicolas, notre comité adresse un courrier au Quai d'Orsay sur le cas de Christian Georges

23 novembre 2007 :

- . projection du film de Bernard Nicolas en présence de l'intéressé et de Daniel Tonnot, ancien militaire à Djibouti, présent au moment des faits (60 personnes environ)

27 mars 2008 :

- . condamnation par le Tribunal Correctionnel de Versailles de Djama Souleiman et de Hassad Saïd pour subornation de témoins ; ayant fait appel, ils seront relaxés en mars 2009 par la Cour d'Appel de Versailles
- . Djibouti débouté par la Cour Internationale de Justice de La Haye de sa demande de transfert du dossier d'instruction ; silence étonnant de la presse française sur cette décision

27 juin 2008 :

- . initiative en faveur d'un soutien à la famille Alhoumekani en vue de son retour à Djibouti, finalement remise en cause suite à une fuite ayant pour origine une personne surnommée Thorgal

fin 2008 :

- . passé les élections municipales, notre comité revient à plusieurs reprises devant la municipalité lexovienne pour dédier un lieu à la mémoire de Bernard Borrel, mais bute sur un refus au motif que l'affaire est toujours pendante devant la justice
- . notre comité exprime ses regrets à travers un communiqué de presse et décide en interne de ne pas lâcher prise

20 mars 2009 :

- . Alain Romani est débouté de sa plainte en diffamation déposée à l'encontre de Bernard Nicolas ; il sera ultérieurement débouté de sa plainte déposée contre madame Borrel
- . demande par Madame Borrel d'une réouverture de l'enquête suite à une saisie à l'ex cellule Afrique de l'Elysée, le 6 août 2008, par les juges Fabienne Pous et Michèle Ganascera, d'un dossier de 150 pages contenant des preuves écrites d'interventions directes de l'Elysée dans le dossier
- . est avancée l'idée de confier à un étudiant de Caen un travail sur la raison d'Etat prenant appui sur le cas particulier de l'affaire Borrel

15 janvier 2010 :

- . premières annonces du film de Francis Gillery, qui rencontrera André Lucas et Gilbert Rossé le 15 mars 2010
- . un temps fort incluant la projection de ce film est évoqué ; finalement, le film laissera une mauvaise impression aux membres du comité, renvoyant de Bernard Borrel une image très mitigée

février 2010 :

- . le Conseil d'Etat donne raison à madame Borrel pour la prise en charge de ses frais de justice dans la plainte qu'elle a déposée contre monsieur de Bonnecorse

19 novembre 2010 :

- . en lien avec le collectif des droits humains, ciné-débat sur le rôle du témoin (droits et devoirs) dans une affaire judiciaire autour du film « la révélation » (140 personnes environ)
- . présence de deux témoins majeurs dans l'affaire Borrel, messieurs Iftin et Alhoumekani, venus spécialement de Bruxelles pour apporter leurs témoignages

1^{er} juillet 2011 :

- . appui de notre comité à monsieur Alhoumekani pour l'obtention d'un droit d'asile en Belgique au profit de son cousin
- . idée d'une soirée-débat à organiser sur le thème du secret défense, en lien éventuel avec les familles des victimes de l'attentat de Karachi
- . ce thème sera ensuite évoqué par Maître Morice qui envisage à son sujet un débat à l'Assemblée Nationale (cette idée restera sans suite)
- . accord de principe de Bernard Aubril pour apposer une plaque commémorative sur le bâtiment qui accueille le Tribunal, la mention « mort en service » devant apparaître à l'exclusion de la mention « assassiné »

17 mars 2012 :

- . débat sur « le citoyen et la raison d'Etat » en présence de madame Borrel et de Bernard Nicolas, pour lesquels des réformes institutionnelles paraissent indispensables pour un encadrement juridique plus satisfaisant du recours à la raison d'Etat ; ils se proposent d'y réfléchir et de solliciter notre soutien

20 octobre 2012 :

- . inauguration de la plaque commémorative ; cérémonie de grande tenue ; très bonne représentation du personnel politique local et de la société civile ; absence du monde judiciaire, hormis le procureur de Lisieux

16 novembre 2012 :

. idée d'un collectif « raison d'Etat » réunissant les familles des victimes des affaires Karachi, Boulin, Bugaled Breizh et Kieffer ; l'objectif serait de faire évoluer le droit français en entourant le recours à la raison d'Etat des garanties permettant d'en éviter tous les usages abusifs

22 mars 2013 :

. envisager prise de contact avec la fille de Robert Boulin dans la perspective éventuelle d'un temps fort à organiser ultérieurement avec elle

août – octobre 2013 :

. suivi actif de la situation de Mohamed Alhoumekani, emprisonné au Yémen ; envoi d'un courrier au président de la République française, puis aux autorités yéménites et belges

Bilan du nombre des réunions du CA par année :

2006 : 9

2007 : 8

2008 : 6

2009 : 6

2010 : 8

2011 : 2

2012 : 6

2013 : 4

commentaire :

. après une période, de 2006 à 2010 inclus, où le rythme de nos réunions était soutenu, on passe depuis 2011 à un rythme plus faible, le chiffre de 2012 s'expliquant essentiellement par la répétition de réunions préparatoires à l'inauguration de la plaque commémorative

. on peut identifier jusqu'à 2010 une première période où la recherche de la vérité était le moteur de l'action de madame Borrel et du soutien de notre comité ; on serait passé depuis 2011 vers une nouvelle étape dans laquelle prédominent de nouveaux combats, axés pour l'essentiel sur une envie de faire évoluer les notions de secret défense et de raison d'Etat